

Mais au fait, quel est le plan des « anti-mondialisation-libérale » pour empêcher des dizaines de millions de personnes dans le monde de retomber dans la grande pauvreté ?



Un rapport de la Banque mondiale publié ce mercredi indique que 60 millions de personnes pourraient retomber dans une extrême pauvreté en raison de la crise du Coronavirus. Un « détail » que semblent souvent oublier les partisans d'un repli national et/ou d'une décroissance anti-capitaliste.

Avec Pierre Bentata

Avec Thibault Huchet

Avec Jacques Gareilo

Atlantico : Quel a été l'impact du libéralisme sur la pauvreté au regard des 30 dernières années ?

Thibaut Huchet : L'impact de la libéralisation économique sur la pauvreté globale est assez clair et en fait peu débattu par les économistes. Ces dernières décennies, les pays qui ont fait le choix de s'inscrire dans la mondialisation ont développé rapidement une croissance économique importante, qui a un rattrapage rapide et un enrichissement global de la population. Au regard des chiffres inscrits dans le rapport 2020 de l'ONU sur la pauvreté, l'extrême pauvreté a reculé de façon spectaculaire au cours de ces 30 dernières années (40% de la population mondiale en 1984, 10% aujourd'hui), en particulier dans les pays asiatiques.

Si l'on s'attarde sur ces anciens pays émergents d'Asie, on peut observer que les autres facteurs de pauvreté comme la mauvaise santé, la précarité du logement et la sous-alimentation ont fortement reculé dès le moment où ces pays se sont inscrits dans la mondialisation. La Chine, où le salaire moyen est maintenant proche de certains pays d'Europe de l'est (Ukraine par exemple), en est l'exemple le plus frappant.

En Europe, le libéralisme a permis aux pays de l'ancien bloc de l'Est par exemple de considérablement s'enrichir et de rattraper progressivement leurs voisins de l'Ouest. La Pologne est un cas d'école puisque qu'elle est le seul pays européenne à avoir bénéficié d'une croissance constante depuis 20 ans, même pendant la crise financière de 2008. La globalisation permet aux pays de s'enrichir, il n'y a aucune ambiguïté là-dessus lorsque l'on regarde les chiffres.

Il y existe bien sûr un envers à ce décor. Si la globalisation profite particulièrement aux pays en développement et, au sein des pays occidentaux, aux populations les plus qualifiées, les travailleurs les moins qualifiés sont eux soumis à une extrême concurrence mondiale. La globalisation a clairement pour effet d'accroître les inégalités au sein des pays développés. Si les décisions politiques ne sont pas prises afin d'atténuer ces effets négatifs, en mettant en place des amortisseurs sociaux, comme dans les pays sociaux-démocrates du nord de l'Europe (investissement dans la formation professionnelle, éducation, redistribution d'une partie de la richesse, etc...), le pouvoir d'achat des classes moyennes et inférieures stagne. Ce sentiment d'appauvrissement relatif fini

inévitablement par créer les tensions sociales que nous avons connues ces dernières années, aux Etats-Unis, comme en Hongrie ou en France, et qui permet aux discours anti-libéraux d'émerger et d'être suivis par la population.

Pierre Bentata : S'il est rare d'user d'hyperbole lorsqu'on s'intéresse à des sujets scientifiques, il faut pourtant l'admettre, le libéralisme a eu un effet tout simplement miraculeux. J'avais rappelé cette réalité historique dans "Les désillusions de la liberté", comme bien d'autres avant moi, notamment Steven Pinker ou Angus Deaton pour ne citer qu'eux. En 1960, sur les 3 milliards d'habitants de la planète, 2 milliards vivaient dans l'extrême pauvreté. A présent, nous sommes 7 milliards sur Terre et l'on compte moins de 900 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté. Je pourrais multiplier les chiffres et les faits, mais prenons simplement quelques indicateurs éloquentes. Le nombre de personnes vivant en situation de sous-alimentation a été divisé par deux en vingt-cinq ans, pour passer sous la barre des 10%. De même, alors que seule une personne sur deux savait lire et écrire il y a cinquante ans, le taux d'alphabétisation s'approche des 90% aujourd'hui. Conséquence de cet enrichissement, près de 2 milliards d'habitants des pays en développement ont vu leurs revenus doubler en cinquante ans.

Presque partout sur la planète, les revenus ont augmenté alors que la population et que l'espérance de vie s'allongeaient. Plus nombreux, plus riches et en meilleure santé, telles sont les caractéristiques de notre époque et des dernières décennies. Rappelons d'ailleurs que cela constitue une première dans l'histoire de l'humanité. Alors que Sapiens est apparu il y a 200 000 ans, la quasi totalité de la richesse produite l'a été au cours des cinquante dernières années. Avant l'apparition d'un libéralisme devenu global, la pauvreté et la misère constituait la règle pour les humains.

Voilà le miracle du libéralisme. Avoir réussi à sortir l'humanité de sa situation de lutte pour sa survie. Et tous les pays qui ont tenté l'aventure ont connu cette trajectoire; pas uniquement les nouveaux pays riches tels que la Corée du Sud. Pour preuve, le décollage de la Chine a débuté lorsqu'elle a mis en place ses réformes de privatisation et d'ouverture au commerce, tout comme celui de l'Inde. Il en va de même du Salvador, de l'Ethiopie, de la Géorgie ou du Vietnam. Au fond, tout s'est joué au cours d'une décennie, 1979-1989, qui a marqué le tournant libéral du monde et la chute des Etats autoritaires.

Bien sûr, les idéologues anti-marché pourront toujours insister sur le rôle des dépenses publiques ou des découvertes scientifiques. Ils auraient raison de le faire. Mais cela n'aurait pu exister sans l'accroissement des richesses rendu possible par l'ouverture des frontières commerciales et la libéralisation des économies. C'est d'ailleurs le drame de la situation actuelle: le libéralisme nous a rendu si riches que nous ne sommes même plus capables d'estimer sa valeur, au point que les mieux loties pensent sincèrement qu'une autre organisation de société serait plus efficace.

La crise sanitaire a vu les discours souverainistes et anti-libéraux revenir au premier plan de la scène politique mondiale. Un discours que nous retrouvons dans la parole de nombreuses personnalités politiques françaises. La posture souverainiste est-elle suffisante à appréhender les 60 millions de personnes qui devraient être amenées vers l'extrême pauvreté par la crise sanitaire ?

Thibaut Huchet : La crise du Covid 19 a fait apparaître de manière plus évidente qu'il n'est pas illégitime pour un État de défendre son économie, au niveau national comme au niveau européen. Il est légitime de vouloir défendre ses entreprises stratégiques face aux pays émergents, ses technologies, ses fleurons industriels, ses brevets. Il est logique d'avoir une pensée régalienne en matière de défense et de sécurité. Pour autant, ces sujets ne sont qu'un pan de la question souverainiste. Au-delà de ces aspects stratégiques, ce que veulent la plupart des souverainistes anti-libéraux que s'expriment sur les scènes politiques mondiales, c'est une relocalisation massive de l'industrie, une nationalisation des entreprises en difficulté, souvent associés à une augmentation drastique des droits de douanes, en faisant croire aux populations que cela règlera la question du chômage. C'est une illusion. Nous ne pouvons pas à la fois avoir des pans entiers de notre économie dans des secteurs à faible productivité et valeur ajoutée et espérer être un pays riche avec des salaires élevés. Il y a là une énorme contradiction. Ce rapatriement global, cet isolationnisme économique est certes possible – c'est un choix politique, mais induirait nécessairement un appauvrissement généralisé de la population. Le fort ralentissement de la mondialisation que cette crise sanitaire entraîne a déjà pour effet de faire replonger une grande partie de la population mondiale dans la pauvreté. Aller plus loin par des mesures isolationnistes ne ferait qu'accentuer ce phénomène, y compris dans les pays développés.

Pierre Bentata : Pour répondre à cette question, permettez-moi de rappeler un exemple historique, largement utilisé en économie. En 1970, le revenu par habitant était le même au Ghana et en Corée du Sud. Vingt ans plus tard, les Coréens étaient en moyenne 15 fois plus riches que les Ghanéens. Comment un tel écart a-t-il pu se creuser entre deux économies autrefois si proches? La réponse tient en un mot: libéralisme. Alors que le Ghana s'embourbait dans le socialisme pan-africain, sous l'influence de Nkrumah, la Corée du Sud faisait le choix de l'ouverture au commerce international, abolissant les barrières douanières et les mesures protectionnistes. Tout simplement.

Et si l'exemple ne suffit pas à convaincre les souverainistes, qui argueraient d'une différence culturelle ou politique suffisante pour expliquer cet écart de croissance, qu'ils comparent l'évolution de la Corée du Sud avec celle de la Corée du Nord. Ici encore, la raison est évidente: l'un s'est ouvert au monde et à la liberté d'entreprendre, l'autre a fait le contraire.

Alors le souverainisme peut-il sortir 60 millions de personnes de la pauvreté? Si l'on entend par souverainisme l'indépendance économique, ou pire l'autosuffisance, la réponse est non. L'histoire économique récente le démontre. Les pays les plus pauvres de la planète sont aussi les plus fermés et les moins libres, comme le démontrent les indicateurs de liberté économique. Si l'on divise les pays du monde en quatre groupe, selon leur niveau d'ouverture au commerce international, il apparaît que les pays appartenant au quart le plus fermés ont un revenu par habitant de moins de 4000 dollars, ceux du troisième quart un revenu de près de 5000 dollars, et ceux du second un revenu de plus de 12000 dollars. Quant aux plus ouverts, leur revenu par habitant avoisine les 35000 dollars. La richesse des nations dépend en grande partie de la complexité et de la diversité de leurs interactions avec les hommes et les femmes du reste du monde. Voilà ce que nous enseignent ces statistiques.

Autrement dit, si 60 millions de personnes sortent de la pauvreté dans un pays fermé, ce ne sera pas grâce à la fermeture, mais en dépit de celle-ci, laissant penser qu'en ouvrant les frontières et en autorisant les entrepreneurs à agir librement sur des marchés ouverts, la pauvreté aurait baissé bien plus largement.

Il est commode de s'opposer au libéralisme et à la mondialisation de nos jours. Car ni l'un ni l'autre n'ont de représentants dignes de les défendre. Pourtant, gardons cela en mémoire, les personnes les plus pauvres de la planète se trouvent, dans leur quasi totalité prisonnières de pays clos, fermés au reste du monde, et c'est cela qui explique leur pauvreté. Sachant cela, promouvoir le souverainisme ou s'attaquer au libéralisme, c'est les condamner à vivre dans une prison de misère.

Jacques Garello : Ces idéologues font tout pour casser la logique du marché et le capitalisme. Aujourd'hui, contrairement à ce que l'on dit, nous ne sommes pas victime du néolibéralisme ni de la mondialisation. C'est au contraire parce qu'il n'y a pas de libéralisme et pas de mondialisation véritable que nous en sommes là où nous en sommes. Ce que les gens de « gauche » veulent faire, c'est évidemment continuer sur la lancée actuelle, mais c'est surtout aggraver la dérive vers le collectivisme et la planification. Ce qu'ils veulent, c'est que conformément à ce qu'avait recommandé le Conseil National de la Résistance, c'est-à-dire le projet de société que tout le monde aujourd'hui récite, la propriété privée disparaisse, que les entreprises soient nationalisées, que les services publics soient revalorisés et que l'on enferme la France dans son hexagone, pour rompre avec les méfaits de la concurrence étrangère. Voilà ce qu'ils proposent au nom de plusieurs arguments. Le premier d'entre eux est celui de la justice sociale, cela permettrait aux riches de perdre de la richesse et aux pauvres de devenir riches, cela permettrait de sauver la planète et donc d'éviter la population et le réchauffement climatique... Quels que soient les arguments invoqués, qu'ils soient écologique ou sociaux, dans tous les cas, il s'agit de rompre avec un système de liberté économique.

Les conséquences sont déjà connues. En moins d'un an, à très court terme, il se passera ce que nous avons un peu vécu en 1981. Au bout d'une année nous avons déjà compris que la faillite était complète. Il y avait eu trois dévaluation par messieurs Mauroy et Delors, suivies d'une perte totale de compétitivité. Nous avons gonflé des secteurs qui étaient déjà condamnés comme la sidérurgie. Monsieur Mauroy avait créé 10 000 emplois dans ce secteur ce qui a permis deux ans plus tard de vider 40 000 sidérurgies... Il n'y a aucun d'exemple au monde où le passage à la planification et au collectivisme s'est traduit par une croissance ou un retour à la prospérité et au bonheur général. Si ces messieurs veulent passer au socialisme, c'est évidemment le programme le plus destructeur de l'économie française, mais aussi de la société française. L'économie n'est pas tout. Ce qui compte aussi, c'est la qualité de la relation entre les hommes. Si les hommes travaillent ensemble, qu'ils ont le droit d'épargner, d'entreprendre librement, la société se porte mieux. Si au contraire nous dépendons de l'État providence, tandis que nous voulons que chacun ait ce qui doit lui revenir d'après ce qu'il croit être, tout le monde sera alors mécontent. Certains diront « nous n'avons pas ce à quoi nous avons droit » et les autres diront « nous avons été volés ». C'est un projet de société qui dresse les Français les uns contre les autres, au lieu de les faire participer ensemble à une croissance harmonieuse qui permet à des gens de travailler, d'épargner, d'entreprendre dans la complémentarité et dans le respect du travail fournis. Les gens les plus modestes vont être les premières victime de ce qu'il se passe à l'heure actuelle, mais ce n'est pas à cause du système de production, c'est simplement parce que les instruments et les comportements nécessaires à la croissance économique ne sont pas satisfaits. Le problème n'est pas entre les pauvres et les riches, car ces deux catégories existeront toujours. Les sociétés égalitaires n'ont jamais existé, y compris dans les dictatures collectivistes où les gens sont en effet égaux, mais certains sont plus égaux que les autres et ce sont ceux qui sont au pouvoir. Dans les États égalitaires, ce sont les dictateurs qui s'en mettent pleins les poches. Il y a toujours des différences entre les gens. Certaines sont naturelles, d'autres artificielles. Mais est-ce que les pauvres ont la possibilité de devenir riches ? Appauvrir les riches n'est pas une formule ! Lorsque cela sera fait il n'en restera plus et ceux qui subsisteront partiront ailleurs, dans des pays qui ne pratique pas le collectivisme. Pour permettre aux pauvres de vivre mieux, il faut leur laisser la possibilité d'exprimer les capacités par leur travail, leur épargne ou par leur esprit d'entreprise. Ils ont quelque chose dans la tête ou dans le cœur, et réalisent ce qu'ils ont en eux. Le problème de l'économie n'est pas d'accumuler les richesses, le problème de l'économie est que chacun puisse faire ce dont il a envie. Si au contraire chacun attend de l'État ou d'un riche quelconque, imaginaire, qu'il l'enrichisse, alors il ne fait que s'appauvrir. Il faut remettre l'ascenseur social en route, pour que les pauvres deviennent riches, il faut la liberté économique et non pas l'oppression étatique.

Sur le plan mondial, quelles personnalités politiques sont encore prêtes à s'engager dans la défense du libéralisme ?

Pierre Bentata : J'ai eu beau chercher, je n'en vois malheureusement aucune. Ou pour être plus précis, ils sont trop rares et trop éparpillés pour véritablement être en mesure de défendre le libéralisme. Il y aurait bien Mamadou Koulibaly en Côte d'Ivoire, Leszek Balcerowicz en Pologne, comme il y eut Václav Klaus en République Tchèque, mais au-delà de ces rares cas, il n'y a personne. En vérité, le rôle prépondérant des partis traditionnels lors des élections, l'omniprésence de l'Etat ainsi que l'homogénéité de la formation des personnalités politiques interdit à tout libéral d'accéder à des fonctions de premier plan, et cela dans la plupart des pays. Côté citoyen, la demande d'interventionnisme ne cesse de croître, et rares sont ceux qui se soucient de leurs libertés ou considèrent simplement que certains pans de leur vie pourrait demeurer vierge de toute intervention publique. Et du côté des personnalités politiques, c'est encore pire. Eduqués dans des écoles prônant la toute puissance de l'Etat, rares sont ceux qui ont compris ce qu'est l'entrepreneuriat, ou ce que signifie prendre des risques individuels et en assumer la responsabilité. L'absence d'homme ou de femme politique véritablement libéral se comprend donc aisément: qui, en étant libéral, pourrait être soutenu par les membres d'un quelconque parti, puisque la majorité des membres considèrent l'Etat essentiel, en tout et tout le temps? Et même en y parvenant, comment pourrait-il convaincre les citoyens qu'ils iraient mieux sans l'intervention permanente d'un Etat, qui se bornerait à garantir leurs libertés individuelles? C'est évidemment impossible. Du moins pour le moment; c'est-à-dire tant que les citoyens n'ont pas conscience d'avoir été les véritables héros de la crise que nous vivons. Lorsqu'ils auront réalisé que ce sont la société civile et les entreprises privées qui ont sauvé l'Etat et non l'inverse, les choses seront peut-être différentes.

Pour l'instant, je dirais que les défenseurs du libéralisme sont à chercher en dehors du jeu politique. On les retrouve à la tête de grandes entreprises, notamment américaines, en première ligne dans des fonds d'investissement qui permettaient jusqu'à la crise, à près de 138 mille personnes de sortir de la pauvreté chaque jour, et bien sûr on en retrouve dans les milieux littéraires, lorsque ces derniers ne sont pas totalement phagocyté par les ennemis de la liberté. Voilà qui est tout aussi logique, car pour aimer la liberté il faut l'avoir expérimenté, que ce soit dans l'entrepreneuriat ou la création artistique; là où existe encore le lien entre prise de risque, liberté et responsabilité.